

*L'Adresse—M. Pinard*

à mes travailleurs du textile dans la circonscription de Drummond, et partout au Québec, qu'au lendemain de leur mandat il n'existera pas d'insécurité telle que les Canadiens ne seront pas portés à faire des pressions pour qu'ils puissent acheter leurs vêtements à meilleur compte, et qu'au lendemain d'une souveraineté du Québec on puisse bénéficier d'une protection semblable pour l'industrie du textile dont les emplois se retrouvent majoritairement dans la province de Québec. C'est une première question que je leur pose.

Je leur demande aussi de démontrer à mes électeurs, à mes travailleurs du textile, que ces gens-là, au lendemain d'une souveraineté du Québec ou de l'indépendance du Québec ou d'une séparation, puisque c'est comme cela que ça s'appelle, de leur prouver que dans l'industrie du textile il y aura autant d'emplois et de santé que nous en connaissons actuellement, grâce principalement aux politiques fédérales dans ce secteur.

Il y a environ 15 ans, dans ma région, l'industrie du textile constituait 45 p. 100 de la main-d'œuvre industrielle. Au moment où je parle, cela représente à peine 8 p. 100 de la main-d'œuvre active de la circonscription de Drummond. Que s'est-il passé depuis ce temps-là? Il existe ici à Ottawa, un ministère de l'Expansion économique régionale qui a vu le jour en 1969, qui cherche à lutter contre les inégalités régionales, et qui a eu un impact très positif dans une région comme celle que je représente. C'est là un autre aspect positif de notre fédéralisme, monsieur le président. Grâce à l'injection de capitaux fournis par ce ministère qu'on a été capable, chez nous, de diversifier l'industrie et de faire en sorte que les emplois qui dans le secteur du textile étaient appelés à disparaître à cause de la modernisation de l'industrie puissent être récupérés par d'autres petites ou moyennes entreprises qui ont vu le jour.

Effectivement, il y a eu des millions de dollars de dépensés strictement dans la circonscription de Drummond par le ministère de l'Expansion économique régionale afin de nous aider dans cet effort de diversification industrielle et afin de fournir des «jobs», des emplois, à nos concitoyens et concitoyennes du Québec qui résident dans cette région. C'est là un autre avantage sur lequel le Parti québécois a l'obligation de parler. Il doit démontrer à mes concitoyens dans la circonscription de Drummond que le même effort de diversification doit pouvoir se faire dans un Québec séparé, dans un Québec indépendant. Je ne dis pas que cela ne se fera pas, jusqu'à un certain point. Je leur demande, et c'est leur devoir, et ils ont le fardeau de le prouver, qu'ils nous le démontrent pendant ce débat référendaire. C'est ça que les gens veulent savoir. Les gens veulent savoir, au lendemain d'une souveraineté, s'ils auront les mêmes emplois, les mêmes avantages sociaux.

Aurons-nous la même liberté, serons-nous aussi bien au lendemain d'un oui au mandat de négocier une souveraineté association que nous le sommes maintenant? Et cette question est tellement légitime, monsieur le Président. Il est essentiel que le Parti québécois qui pose la question référendaire donne cette preuve requise des citoyens ordinaires au Québec et qu'on cesse de diffuser ces demi-vérités ou ces faussetés dans certains cas pour tâcher de continuer à hypnotiser les gens et à exploiter indûment une pseudo-fierté.

● (1600)

Nous, notre approche, monsieur le Président, dans ce débat, elle est noble. Nous disons qu'il est beaucoup plus courageux

et beaucoup plus généreux de relever le défi de la diversité. Nous comptons deux grands peuples fondateurs au Canada. C'est vrai qu'historiquement il y a eu des injustices, mais la réaction que nous devons avoir à ces injustices dont j'ai déjà parlé à la Chambre, ce n'est pas une réaction de frustration et d'égoïsme comme le préconise le Parti québécois, la réaction que nous devons avoir aux leçons de l'histoire, c'est plutôt un effort de générosité et de courage.

Nous avons des ancêtres, monsieur le Président, qui ont travaillé dur dans ce pays pour qu'on ait les richesses qu'on connaît d'un océan à l'autre. On a des enfants également qui sont en droit d'exiger qu'on prenne une décision qui ne les prive pas plus tard d'une richesse à laquelle ils ont droit. On vit dans un pays, monsieur le Président, où on a l'opportunité de relever un défi, de s'engager sur ce que le premier ministre qualifie souvent de la route de l'excellence et de venir nous battre ici, à Ottawa, pour faire en sorte que nos deux grands peuples fondateurs puissent vivre effectivement dans l'harmonie et dans l'égalité la plus entière. La réalité, c'est que dans le Parlement actuel nous comptons beaucoup de francophones.

Dans le Cabinet, il y a 16 francophones sur 31 ou 32 ministres. C'est un peu plus que l'égalité dont parle le Parti québécois. Et on voudrait, par ce référendum, en demandant aux gens le pouvoir exclusif de faire des lois, on voudrait leur dire: Gens du Québec, vous vous êtes trompés le 18 février dernier. Vous avez dans une proportion de 68 p. 100 demandé à des hommes et à des femmes d'aller faire des lois à Ottawa, d'aller vous représenter, d'essayer d'établir l'harmonie et le développement dans la plus stricte égalité d'un Canada fort, d'un Canada uni, vous avez demandé à ces gens-là, d'une façon massive et non équivoque, d'aller vous représenter pour justement aller faire des lois, et nous, on vous dit: Oubliez cela et donnez-nous un mandat exclusif de faire nos lois ici au Québec. Il semble que c'est absurde, monsieur le président, il semble que les gens devraient comprendre qu'après avoir appuyé si massivement des hommes et des femmes qui sont aujourd'hui des parlementaires du Québec à Ottawa, fiers d'être canadiens et canadiennes, il me semble que c'est ridicule et que c'est rir des gens et de ne pas les respecter que d'aller solliciter une réponse qui implique exactement le contraire de l'intention manifestée par la population du Québec il y a quelques semaines. Et cela, les gens ordinaires devraient le comprendre facilement.

L'approche du Parti Québécois face aux injustices dont je parlais, cela peut sembler paradoxal puisqu'il recherche un oui, est très négative. Eux, ils se disent: Eh bien, écoutez il n'y a plus rien à faire, la solution, c'est un repli territorial. On abandonne à leur sort quelques centaines de milliers de francophones hors Québec, on les abandonne à leur sort, nous on va se débrouiller dans notre Québec, on va faire nos lois, on va percevoir nos impôts. Bien sûr cela n'est pratiquement pas faisable, il va falloir une association économique. Mais les gens savent très bien que cette association économique en même temps que la souveraineté, ce n'est pas négociable, qu'un oui à cette question engage le Québec véritablement dans un cul-de-sac, dans une impasse. Ce qui va résulter de ce cul-de-sac, de cette impasse, ce ne sont pas des changements constitutionnels qui sont tant souhaités, ce ne sera pas un fédéralisme renouvelé, cela va tout simplement être une incertitude encore très néfaste pour l'économie de notre pays et en particulier pour